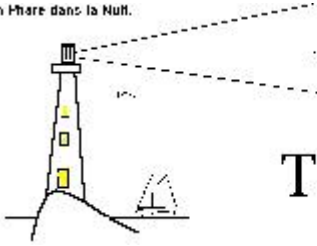


Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 555 15 janvier 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

SAINT ATHANASE au début de son symbole:

"La bienheureuses Trinité est indivisible et jouit de l'Unité par rapport à Elle-Même. Tu dis : le Père. Son Verbe est là également et aussi l'Esprit, qui est dans le Fils. Tu dis : le Fils. Or le Père est dans le Fils et l'Esprit n'est pas en dehors du Verbe. Unique est la grâce qui, venant du Père par le Fils s'achève dans l'Esprit Saint. Unique est la divinité. Il n'y a qu'un Dieu, qui est au-delà de tout, à travers tout et en tout ».

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT

EDITO

LE CHEQUE SANTE

Une nouvelle horreur « bourreaucraticque » vient d'être lancée par le pouvoir quasi socialiste. Tout le monde sait qu'il y a les chèques repas, les chèques vacances, le chèque emploi service universel (CESU) et d'autres formes de « chèques machin » dont nous n'avons même pas la mémoire.

Ces gadgets sont des moyens de paiement distribués de ci, de là, pour pallier certaines calamités créées au fil des années par les divers gouvernements.

Le chèque santé lancé le 3 janvier 2008 par le ministère de la santé vise à permettre à des Français à bas revenus de payer environ la moitié du prix de leur complémentaire santé. Le ministre explique que « jusqu'à aujourd'hui la complexité des dispositifs permettant d'avoir accès à cette aide freinait considérablement son utilisation par les assurés ».

En effet, pour montrer comme le dispositif est simple, il faut préciser qu'il concerne les personnes dont les revenus se situent entre 606 €par mois et 727 €par mois. Vous voyez qu'il faut tirer réellement dans la cible ; le montant du chèque est de 100 à 400 €en fonction d'une foule de critères.

Pour compléter les aveux de l'horreur bourreaucraticque, la presse précise que l'aide devrait bénéficier à 2 millions de personnes et qu'elles ne bénéficient actuellement qu'à 200 000 personnes.

Un des principes du socialisme s'écrit ainsi : « L'enchaînement des réglementations est telle que le brouillard s'installe partout, les bénéficiaires des subventions diverses, eux-mêmes, étant perdus dans ce brouillard »

Bien entendu le nouveau gadget ne fera qu'accroître le désordre et indirectement les pauvres en souffriront plus que les riches.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

L'EVALUATION DES MINISTRES

Cette évaluation est encore un objet que le pouvoir dans sa communication permanente jette en pâture aux publics éblouis. Il montre, ce faisant, que le socialisme fait souvent mine de copier le privé. Dans le privé, il est normal que les collaborateurs d'une entreprise soient évalués régulièrement et fréquemment parce que cela peut se faire sur des critères et des objectifs précis.

Dans le système socialiste il n'y a rien de précis et l'on se bat contre des chimères ou pour des chimères. En outre, les ministres sont tous tributaires des autres dans l'imbroglie gouvernemental et l'on ne voit pas très bien à quoi peut mener cette prétendue évaluation.

Enfin pour couronner le tout, c'est un cabinet privé qui a été chargée de préparer le travail d'évaluation. Personne n'a entendu parler du respect en cette occurrence des formalités nécessaires à toute commande publique.

D'autre part, introduire le privé dans le jugement nécessaire sur les ministres est un tragique aveu d'impuissance de la part de l'Etat.

L'ENSEIGNEMENT DE L'ECONOMIE

Depuis longtemps, l'on sait que l'enseignement de l'économie dès le secondaire est un bourrage de crâne dans le sens marxiste. Il existe une association : « positive entreprise » qui analyse tout cela et elle vient de livrer ses analyses à la presse. Des salariés sont présentés comme de la « chair à patron », une grève est décrite de façon idyllique ; les manuels scolaires donnent une image pessimiste, incomplète et réductrice de l'entreprise, surtout présentée sous l'angle de l'emploi et du chômage et pas du tout sous celui de la création de richesses. En outre, les programmes sont surtout axés sur la macro-économie qui occupe une place bien supérieure à celle de l'entreprise. Or la macroéconomie finalement est un aspect tout à fait réducteur de la vie économique.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

ESPERANCE DE VIE

Un magazine « piple » titre : « Nicolas Sarkozy et Carla Bruni, coup de foudre pour la vie ». Etant donné l'historique que l'on connaît, l'espérance de vie de ces deux tourtereaux ne doit plus être très longue !

UNE LECTRICE

ISLAM

« Mentalité de tolérance chez les conquérants arabes ? Absolument pas ! Simplement ils ménageaient leur capital : la quasi-totalité des ressources fiscales venait des dhimmis. »

Anne-Marie DELCAMBRE in La schizophrénie de l'Islam 2006

REFORME DE L'ETAT.

Enfin une bonne nouvelle ...Il ne faut pas réformer l'Etat. Pour nous qui appelons à un changement de régime, nous nous réjouissons de ce constat dressé par Michel de Poncins...

GHAGERARD

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

LUNDI 14 JANVIER 2008

LE DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE

Le droit au logement opposable est une nouveauté de l'année 2007 et constitue un progrès majeur du socialisme vers lequel le nouveau pouvoir se dirige à marche forcée. Il va faire parler de lui pendant longtemps, tant le système est ingérable et contraire au droit des gens. La loi « DALO » qui le met en œuvre est entrée en application le 1er janvier 2008.

Quand une personne se trouvant sur le territoire français n'est pas logée ou logée d'une façon qui ne la satisfait pas, elle a le droit de se retourner contre l'État à l'aide d'une instance juridique pour exiger un logement qui lui convienne. Bien sûr, cette innovation est liée aux logements sociaux dont l'État prétend avoir la charge et qui constituent une sorte de verrue communiste dans le paysage français. Il va, sans doute, faire école dans d'autres pays, tant les mauvaises idées ont de l'avenir.

Les personnes qui vont se prévaloir de la loi seront en grande partie des immigrés. Le vote de ce droit tout à fait extraordinaire et contraire au droit des gens est désormais bien connu au fond de l'Afrique et susceptible, suivant la phrase d'un socialiste pur et dur, d'attirer en France toute la misère du monde. Simultanément c'est un encouragement aux passeurs et à leur business ; y-a-t-il des liens financiers indirects entre les passeurs et certains politiques ? La question mérite d'être sérieusement posée.

La simple création de ce droit crée à l'intérieur de la France des besoins nouveaux et artificiels, car, finalement, beaucoup de personnes peuvent se prétendre mal logées. Qui peut juger valablement de la convenance ou non convenance d'un logement pour quelqu'un ?

Les tribunaux sont encombrés et la justice souffre de délais invraisemblables ; ils vont être submergés de multiples demandes et chacun peut imaginer le désordre supplémentaire qui va se superposer à une situation déjà ubuesque.

C'est aussi l'ouverture d'un droit au pillage car l'État ne peut rien faire sans envoyer des percepteurs piller l'ensemble de la nation pour supporter les actions qu'il prétend devoir accomplir. C'est, de ce fait, un pas nouveau vers la paupérisation du peuple français.

Dès le premier jour de l'année, des associations, qui sont subventionnées c'est-à-dire dont la vie et la richesse repose aussi sur un pillage, se sont mises en route pour préparer les dossiers et plus de 300 personnes se trouvaient devant la préfecture de Paris pour retirer leurs dossiers de demandes de logements. En province, nous ne connaissons pas les chiffres, l'incendie mettant du temps à se propager.

Toutes les personnes informées savent que la France s'engage ainsi dans une impasse dramatique. Pourquoi pas le droit opposable au pain, le droit opposable à la santé, le droit opposable au théâtre, le droit opposable aux vacances, le droit opposable au bord de mer ?

Une idée nous vient : l'on pourrait aussi créer le droit opposable à l'intelligence. Elle a peut-être de l'avenir, car les auteurs mêmes de cette loi imbécile feraient de fort bons candidats !

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

CITATIONS

COLUCHE (A propos des grévistes de la SNCF, RATP et autres privilégiés du système) :

« Ils ont tellement l'habitude de ne rien foutre que quand ils se mettent en grève ils appellent cela une journée d'action ».

BONAPARTE :

Pendant le siège de Toulon, il disait à Barras : « Marat et Robespierre, voilà mes saints »

REVUE DE PRESSE

IMMIGRATION POLYGAME

L'excellent mensuel de Roger Minne, « le Cri de la Chouette » a fait le calcul des ressources publiques reçues par un immigré polygame : Deux femmes et 16 enfants. L'ensemble de la famille « gagne » en allocations diverses 9 850 euros par mois.

LE BUTAIN DE LA REPUBLIQUE

La course au Butin est à nouveau ouverte sans aucune pudeur et décrite dans la presse. Jack Lang, Douste-Blazy sont sur les rangs avec aussi Patrick Devedjian.

Il serait plus simple de faire des ministres tournants afin que chacun ait sa chance de participer au partage du butin

LES PARACHUTES DORES

Nous avons dit souvent qu'aucun journaliste n'osait décortiquer la richesse personnelle indue des chefs syndicalistes. De temps à autre des renseignements apparaissent dans les journaux. Jean-Christophe Le Digou est numéro deux de la CGT et Secrétaire confédéral depuis 1989. Il sera nommé en 2008 Conservateur des hypothèques de Corbeil-Essonnes. Pour les non informés, rappelons que ce type de poste est une des niches les plus lucratives et les plus prestigieuses de la République. Il l'occupera jusqu'en 2010, date à laquelle il prendra sa retraite. Le traitement oscille entre 9 000 et 18 000 euros par mois avec des avantages collatéraux non mesurables.

Pour parachever le butin et avec l'autorisation de Claude Ghéant, secrétaire général de l'Elysée, il a été autorisé à ne pas exercer vraiment ses fonctions afin de continuer à travailler à la CGT.

Pour mémoire, cette CGT a vu le nombre de ses permanents multiplié par 5 en dix ans, pendant que celui de ses adhérents était divisé par 2,5.

Quant aux Conservateurs des hypothèques, pour une tâche fort simple à réaliser et ne demandant aucun talent particulier, ils génèrent par leur statut des impôts qui sont une des causes de l'effet de ruine général et de la paupérisation du peuple français.

LES BREVES

INTERDICTION DE LA CIGARETTE.

L'interdiction de fumer la cigarette dans les lieux où se trouve du public est donc entrée en vigueur le 1er janvier 2008.

C'est une nouvelle atteinte au droit des gens à laquelle se livre ainsi le pouvoir politique. Il est certain que dans un pays libre chacun devrait pouvoir fumer ou ne pas fumer suivant son désir ; il y aurait des tribunaux pour juger éventuellement de la gêne apportée aux voisins par l'usage de la cigarette ; il y aurait d'ailleurs fort peu de litiges car, dans ce même pays libre, les gens seraient courtois et éduqués, ce qui n'est plus forcément le cas aujourd'hui avec le désastre connu de l'éducation nationale et la disparition quasi totale de la famille et de l'éducation familiale.

Pour bien comprendre, il faut souligner que ces lieux où il y a du public sont des lieux privés appartenant à des personnes privées, en particulier, les bars tabac et les restaurants. Le pouvoir exerce donc la terreur dans des lieux privés : il ressemble de cette façon aux rois Incas qui imposaient aux paysans de garder leurs portes ouvertes afin que le roi et ses espions sachent exactement ce qui se passe partout.

Pour terminer la peinture d'un pays supposé libre, l'usage du tabac y reculerait fortement car l'assurance-maladie ne serait pas nationalisée. Les fumeurs devraient donc payer très cher leurs propre assurance-maladie et seuls les riches auraient le droit de s'empoisonner.

LES MILLIARDAIRES

Après les vacances de Nicolas Sarkozy en Égypte, vacances offertes par un milliardaire, les socialistes ne sont pas en reste : Ségolène Royal a pour permanence un local offert par Pierre Bergé.

IRAK

Suite à la nouvelle stratégie américaine, l'amélioration se poursuit en Irak. Le nombre des attaques directes, des attentats à la bombe et des voitures suicides a baissé de 60 % depuis juin 2007.

DOCUMENTS

(Les documents sont publiés tels que nous les recevons et n'engagent que leurs auteurs)

IMMIGRATION

« Avoir des Espagnols, des Polonais et des Portugais travaillant chez nous, ça pose moins de problèmes que d'avoir des musulmans et des Noirs. Comment voulez-vous que le travailleur français qui travaille avec sa femme et qui ensemble gagnent environ quinze mille francs et qui voit à côté de son HLM, entassée, une famille avec un père de famille, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses et qui gagne cinquante mille francs de prestations sociales sans naturellement travailler, si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, eh bien le travailleur français sur le palier, il devient fou. Et ce n'est pas être raciste que de dire cela.

Nous n'avons plus les moyens d'honorer le regroupement familial et il faut enfin ouvrir le débat qui s'impose dans notre pays, qui est un vrai débat moral pour savoir s'il est naturel que les étrangers puissent bénéficier au même titre que les Français d'une solidarité nationale à laquelle ils ne participent pas puisqu'ils ne payent pas d'impôts. » Jacques CHIRAC le 19 juin 1991 à Orléans

**La guerre ne sera pas civile mais ethnique!
Même si déjà publié sur Le Pilon en 2005, je le remets en ligne sur Le Pilon 2008-01 de janvier!**

MSINRC

**Fernand CORTES fernand.cortes@aliceadsl.fr
Vice-Président du Comité d'Entraide aux Prisonniers Européens
<http://www.midiassurancesconseils.com/CEPPE.htm> <http://www.cepe-liberte.com>**

**31-32, place Sylvain DUMON
82400 Valence d' Agen
France
Tél.: 00 33 613 27 32 83**

CONSTITUTION

Message important destiné aux Députés et Sénateurs

Le Président de la République a décidé de convoquer le Congrès en vue de modifier, une fois de plus, une fois de trop, la Constitution du 4 Octobre 1958, devenue un véritable patchwork, rapiécé de toutes parts, et qui ne tient, déjà plus, que par les fils de ses coutures.

Une base électorale usurpée.

Le Président, dans un accès de mégalomanie exacerbée, prétend avoir reçu du peuple le mandat de le faire et il invoque à cet effet, les 53% de voix obtenues au second tour de l'élection présidentielle.

Il a oublié de se référer au principe républicain selon lequel

Au premier tour on choisit

Au second tour on élimine

C'est donc, au vote des électeurs, le 22 Avril 2007 qu'il faut se référer pour savoir combien de Français lui étaient favorables et combien, par conséquent, acceptaient son programme.

Ils furent 25,75% de l'ensemble des électeurs, ce qui représente, à peine, un Français sur quatre. Le mandat que le Président SARKOZY a reçu n'est pas celui dont il se prévaut.

De quoi s'agit-il ?

Il s'agit, en fait, de mettre les élus en conflit avec le peuple, lequel, par vote référendaire, du 29 Mai 2005, avait rejeté le projet de constitution européenne. Le Président SARKOZY veut contraindre les élus à le mettre en œuvre par leur vote des 14 Janvier (députés), 28 Janvier (Sénateurs) et 4 Février 2008 (Congrès de Versailles).

Le Président SARKOZY se décharge ainsi sur les élus de la responsabilité d'avoir désavoué le peuple car, lui, ne votera pas le 4 Février 2008.

Les responsabilités encourues.

Les élus, qu'ils soient députés ou sénateurs, auront ainsi, seuls, la responsabilité d'avoir dépouillé le peuple des éléments essentiels de sa souveraineté.

Ils lui avaient déjà fait perdre :

La souveraineté économique et sociale

La souveraineté financière. C'est désormais Francfort, en Allemagne, qui a le pouvoir de battre monnaie et qui détient le stock d'or de la République française.

Les frontières préservant notre territoire de l'invasion humaine économique et commerciale avec pour conséquences, les délocalisations, le chômage, l'incertitude sur l'avenir des retraites et l'immigration invasion.

Ce qu'ils vont faire, par ces votes insensés, c'est de sacrifier les derniers attributs de souveraineté de notre peuple.

Cela ne sera pas pardonné, et, tôt ou tard, ils devront le payer.

Pour le Comité Provisoire de Direction

De <http://www.france-resistance.com>

Pierre DESCAVES

DEMOCRATIE

Pour info. G.

Obama et sa contribution à la farce démocratique

Barack Hasein Mohammad Obama, candidat à la présidence des Etats Unis, serait à l'origine musulman. Mais adhérent, aujourd'hui, à l'Eglise trinitaire du Christ. Sur le site de cette église, il ne serait question que d'Afrique, l'Amérique n'y étant même pas citée.

On pourrait imaginer qu'un schéma vieux comme la démocratie est mis en application : dans le parcours d'une élection présidentielle, les organisateurs mettent en place des pions qu'ils gonflent au maximum, mais qu'ils peuvent dégonfler à tout moment d'un simple coup d'épingle pour ne laisser la place qu'au candidat le plus utiles aux organisateurs. Ce fut le cas en France dans la dernière élection présidentielle en France.

L'exemple français illustre bien à quoi servent les pions gonflés. Le pion Ségolène Royal a enlevé l'oxygène de tout meilleur candidat socialiste. On pourrait même dire que le pion Ségolène liquide pour longtemps le PS. Et que comme pion, elle pourrait jouer encore une fois le même rôle pour permettre à Sarkozy de gagner un second mandat (rappelons aussi à son sujet qu'il a promis aux instances européennes de commencer à réduire la dette publique française vers 2012; un premier mandat sert donc uniquement à entretenir des promesses; les grands organisateurs et utilisateurs du système démocratique doivent savoir que les peuples peuvent être menés par le bout du nez, ou par l'espoir, pendant, disons 4-6 ans; et 4 à 6 ans permettent au pion gagnant de rendre tous les services voulus aux organisateurs; la plus grande action de Sarkozy jusqu'ici aura été de mettre la France dans le camp Bush et complice de la prochaine opération contre l'Iran, contre la volonté du peuple français, comme Blair fut dans le camp Bush contre l'Irak, contre la volonté du

peuple anglais; idem pour Berlusconi en Italie et Aznar en Espagne).

Le fait qu'après la dernière campagne présidentielle française, il n'a été nullement question du financement montre bien que la démocratie française est tombé entre les mêmes mains que la démocratie américaine. Je pense que Ségolène Royale n'a pas eu besoin de l'argent du PS pour sa campagne.
